

Le menu complet des droits

10 décembre 2019

À l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Résolution 194 des Nations-Unies proclamant le droit des réfugiés palestiniens au retour dans leurs foyers, le mouvement BDS insiste sur « le menu complet des droits » pour les Palestiniens autochtones.

« Je ne suis pas intéressé de ramasser les miettes de compassion lancées de la table de quelqu'un qui se considère mon maître. Je veux le menu complet des droits. » Archevêque honoraire Desmond Tutu

Il y a exactement 71 ans, l'Assemblée générale des Nations-Unies (AGNU) adoptait la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) dont le préambule stipule que « la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ». Ancré dans cette déclaration historique, le mouvement BDS rejette le racisme et la discrimination dans toutes leurs formes et aspire à réaliser le « menu complet des droits » du peuple palestinien.

Pour la majorité absolue du peuple originaire de la Palestine, le droit le plus important dans ce « menu » est le droit de nos réfugiés à retourner dans leurs foyers et sur leurs terres

d'origine, dont ils ont été ethniquement nettoyés par les milices sionistes, puis par l'armée israélienne, durant la Nakba de 1948.

Ce droit, qui fut explicitement adopté dans la Résolution 194 de l'AGNU le lendemain seulement de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'AGNU, repose sur un fondement solide dans cette Déclaration. Il est également consacré dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et en d'autres principes du droit international.

Le nettoyage ethnique de la Palestine s'est poursuivi au cours des sept dernières décennies, c'est-à-dire que la Nakba est toujours en cours. Aujourd'hui, plus de 68 % du peuple de la Palestine sont des réfugiés ou des déplacés à l'intérieur de leur propre pays, privés de leur droit fondamental au retour dans leur foyer par le régime israélien d'extrême droite d'occupation militaire, de colonialisme de peuplement et d'apartheid. C'est précisément pour cela que l'appel BDS, publié par la plus large coalition de la société palestinienne en 2005, insiste sur le droit des réfugiés palestiniens au retour dans leurs foyers et sur leurs terres, ainsi que sur le droit de vivre libéré de toute occupation étrangère et d'apartheid.

Les arguments anti-palestiniens qui rejettent le droit inaliénable des réfugiés palestiniens au retour sont des arguments racistes, car ils déshumanisent les Palestiniens, nous refusant ce qui est dû à tous les autres êtres humains. Ils visent, directement ou non, à maintenir le statut d'Israël en tant qu'« État juif » d'apartheid, avec des dizaines de lois racistes qui servent à dominer et discriminer racialement

les Palestiniens, originaires du pays. Tout défenseur des droits humains cohérent avec la morale devrait condamner sans réserve un tel racisme et une telle suprématie ethnique.

Soixante et onze ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations-Unies, ce qui est nécessaire est d'exiger des comptes au regard du droit international et d'exercer des pressions efficaces afin de démanteler ce régime israélien d'assujettissement colonial et d'apartheid, notamment le déni de plusieurs décennies des droits de nos réfugiés. Il est plus crucial que jamais de boycotter les entreprises et les banques israéliennes et internationales, de même que les institutions académiques et culturelles, qui se rendent complices des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité israéliens. Se désinvestir des multinationales qui soutiennent l'apartheid israélien est une obligation morale et légale, et non un acte charitable.

Imposer un embargo militaire sur le régime israélien d'extrême droite, comme ce fut le cas contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, est réclamé dans l'urgence, non seulement par égard pour les Palestiniens, mais aussi par égard pour toutes les communautés opprimées dans le monde. Les doctrines militaires « testées sur le terrain », les armes et les systèmes de « sécurité » jouent un rôle de premier plan dans ces crimes – comprenant le génocide et le nettoyage ethnique – qui sont perpétrés par des régimes despotiques et meurtriers en Afrique, en Amérique latine, en Asie du Sud, dans le monde arabe, et ailleurs.

La logique BDS de pression non-violente, de mise en responsabilité et de cohérence morale est plus que jamais

nécessaire dans la poursuite de ce que la Déclaration universelle des droits de l'homme a pour but de réaliser : la liberté, la justice, la dignité et la paix. Après tout, *tout le monde* a droit au menu complet des droits de l'homme.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : BP pour BDS France

Les Palestiniens condamnent un match « amical » qui, par le sport, blanchit Israël, alors que Gaza pleure ses morts

Le 16 novembre 2019 – Les équipes nationales de football d'Argentine et d'Uruguay prévoient d'aller jouer un match « amical » en Israël, en dépit de la nouvelle attaque contre Gaza qui a tué déjà au moins 34 Palestiniens.

Le match doit avoir lieu le lundi 18 novembre au stade Bloomfield, dans la ville palestinienne, nettoyée ethniquement, de Jaffa.

Stéphanie Adam de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a déclaré ceci :

« Alors que le nouvel épisode d'une campagne criminelle de bombardements lancée par Israël est suspendu et que les

Palestiniens de Gaza pleurent une nouvelle fois leurs morts, l'Argentine et l'Uruguay projettent d'organiser un match de football 'amical'.

« Tout d'abord, le match n'aurait jamais dû être programmé. Les Palestiniens vivent dans un état constant d'oppression et de déni de leurs droits fondamentaux du fait du régime d'occupation militaire et d'apartheid d'Israël, et cela depuis des décennies.

« Rien qu'en deux jours, les frappes aériennes israéliennes sur Gaza ont tué 34 Palestiniens, dont 8 enfants. Israël maintient les Palestiniens dans une bande de Gaza maintenue sous un siège paralysant depuis plus de 12 ans tout en bombardant à maintes reprises la population civile enfermée dans Gaza, tuant des milliers de Palestiniens. Les Nations-Unies prévoient que Gaza sera inhabitable d'ici à 2020. Quelle sorte de sécurité ont donc les Palestiniens ?

« Ce sont des milliers de personnes à travers le monde, en particulier à Montévidéo, Buenos Aires et Barcelone, qui ont élevé la voix avec des associations et des joueurs de football en faveur du droit des Palestiniens à vivre en sécurité et en liberté.

« Comme dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, dans le passé, Israël n'a pas sa place dans les événements sportifs, culturels ou académiques internationaux aussi longtemps qu'il continuera son régime d'apartheid et ses crimes contre le peuple palestinien ».

En 2018, l'Argentine a annulé un match « amical » à Jérusalem après des mois de campagne BDS.

Le Comtec Group d'Israël, qui a des clients dans les colonies de peuplement israéliennes illégales, était l'organisateur du match amical contre l'Argentine, comme du match Argentine/Uruguay.

Sylvan Adams, milliardaire canadien dans l'immobilier et ambassadeur autoproclamé d'Israël, couvre avec une somme importante le coût de l'organisation du match Argentine/Uruguay. Adams a déclaré qu'il consacre l'actuel chapitre de sa vie à « *la promotion de ce que j'appelle l''Israël normal'* » afin de détourner l'attention loin des violations israéliennes des droits humains des Palestiniens et du droit international.

Adams et Comtec ont déjà fait équipe pour organiser des événements en Israël, notamment pour le Concours Eurovision de la Chanson de 2019 avec Madonna, le Grand Départ de la course cycliste Giro d'Italie 2018, et une tentative ratée pour faire venir le concours de Miss Univers 2019 en Israël.

Stéphanie Adam de PACBI ajoute :

« Il n'y a jamais eu le moindre doute que ce match était politique. L'Argentine et l'Uruguay ont décidé de franchir la ligne de piquetage non violente des Palestiniens. Le match 'amical' va permettre à Israël d'utiliser un événement sportif international et le prestige des athlètes du championnat pour blanchir, par le sport, sa politique criminelle de nettoyage ethnique, son siège, ses agressions militaires répétées contre Gaza, les démolitions de maisons palestiniennes, la construction de ses colonies de peuplement illégales et de ses murs d'apartheid illégaux.

« Le club au top de Première ligue à Gaza, le Khadamat Rafah, a écrit à l'Argentine et à l'Uruguay pour exhorter les deux équipes 'à ne pas permettre qu'un jeu aussi beau soit utilisé pour couvrir ces graves violations des droits humains'. Israël a refusé au Khadamat Rafah l'autorisation de se déplacer pour la Coupe Palestine 2019, contraignant à l'annulation du championnat de football palestinien.

« Le Balata Football Club, du nom d'un camp de réfugiés en Cisjordanie occupée, a lui aussi exhorté l'Argentine et

l'Uruguay à annuler le match en Israël, rappelant le rôle crucial que les boycotts sportifs ont rempli dans la fin du régime d'apartheid en Afrique du Sud.

« Lors d'une session d'entraînement au Barcelona FC, des groupes de la société civile catalane ont lancé des appels personnels aux joueurs Lionel Messi et Luis Suárez, qui jouaient respectivement pour l'Argentine et l'Uruguay, afin qu'ils ne participent pas au match, rappelant la célèbre phrase de Maradona, 'Le ballon ne peut pas être terni'. Ils demandaient, 'Seriez-vous allez jouer dans l'Afrique du Sud de l'apartheid ?'. Les manifestations aux associations de football de Montévidéo et Buenos Aires ont largement été médiatisées.

« Des dizaines de groupes de la société civile, de syndicats, d'organisations de défense des droits de l'homme et de clubs de supporters sportifs, en Argentine et en Uruguay, ont appelé leurs équipes nationales à annuler le match en Israël ».

Le contexte

Gaza est le siège de l'Association de football des Palestiniens amputés, créée en mars 2018. Elle compte maintenant sept équipes et 80 joueurs, la plupart des joueurs ayant perdu des membres sous les balles des tireurs embusqués de l'armée israélienne alors qu'ils participaient aux manifestations pacifiques de la Grande Marche du Retour qui réclame leurs droits de l'homme fondamentaux. Pour les amputés, jouer au football est une forme de résistance et une façon de continuer à jouer à leur jeu favori.

L'Argentine avait initialement prévu de jouer contre le Paraguay au Bangladesh, le 18 novembre. Quand le match du 19 novembre en Israël est venu à la surface, le président de la Fédération de football du Paraguay a déclaré, *« Quand on signe un contrat, on le valide. Ce contrat doit être respecté. En cas de non-respect, nous prendrons les mesures appropriées ».*

Quelques jours plus tard, le 28 octobre, le Paraguay annonçait que le match contre l'Argentine était annulé.

La date du match Argentine/Uruguay en Israël a été confirmée par les deux équipes nationales pour le 19 novembre. La Fédération de football israélienne, qui englobe les équipes des colonies de peuplement israéliennes illégales, construites sur la terre palestinienne en violation du droit international, s'est plainte que la date coïncidait avec les matches de l'équipe nationale israélienne. La date du match Argentine/Uruguay a alors été changée pour le 18 novembre.

Le match Argentine/Uruguay aura lieu au stade Bloomfield à Jaffa (Yafa), une ville portuaire palestinienne autrefois prospère et cosmopolite, et l'une des plus de 500 villes et villages palestiniens nettoyés ethniquement de leurs habitants palestiniens originaires du pays lors de l'implantation d'Israël en 1948 sur les ruines de la patrie palestinienne.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été initiée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. Élément clé du mouvement BDS, la PACBI recommande le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur complicité profonde et persistante avec le déni par Israël des droits des Palestiniens tels que stipulés dans la législation internationale.

Visitez PACBI sur : <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter [@PACBI](https://twitter.com/PACBI)

Source: [PACBI](#)

Traduction : BP pour BDS FRANCE

Les joueurs de l'Argentine et de l'Uruguay doivent avoir de vos nouvelles: Annulez le match "amical" dans l'Apartheid d'Israël

11 novembre 2019

Uruguay, Argentine

Les joueurs de football des équipes nationales argentine et uruguayenne ont le pouvoir et l'influence nécessaires pour annuler le match "amical" dans l'apartheid israélien.

Les équipes nationales de football argentine et uruguayenne prévoient d'organiser un match "amical" dans le régime israélien d'apartheid le 18 novembre, ignorant les appels des Palestiniens et alors qu'Israël mène des attaques contre Gaza assiégée.

Pour Israël, il s'agit d'utiliser le beau sport pour laver ses crimes d'occupation et d'apartheid contre les Palestiniens, y compris les athlètes.

Pour les associations de football, il s'agit clairement d'argent. L'Argentine a même annulé un match amical déjà programmé avec le Paraguay dans la ville palestinienne de Jaffa qui avait subi un nettoyage ethnique.

Nous devons atteindre les joueurs. Ils ont le pouvoir et l'influence pour arrêter ce match.

Dites aux joueurs argentins et uruguayens:

L'apartheid n'est jamais «amical». Annulez le match maintenant!

Les joueurs doivent savoir qu'ils doivent se tenir aux côtés des footballeurs palestiniens amputés à Gaza qui ont perdu un membre à cause des tirs de snippers de l'armée israélienne, plutôt que de divertir l'apartheid israélien.

Les joueurs doivent savoir qu'ils devraient être aux côtés des familles d'enfants palestiniens tués par Israël alors qu'ils jouaient au football, plutôt que de laver par le sport l'occupation militaire israélienne et la purification ethnique.

Les joueurs doivent savoir qu'ils devraient se tenir aux côtés d'athlètes palestiniens privés par Israël de la liberté de mouvement et de la possibilité de jouer, plutôt que de dissimuler l'occupation d'Israël, les colonies illégales et le mur de l'apartheid.

Dites à Lionel Messi et Luis Suárez:

Ne permettez pas à vos équipes d'être complices du sport qui lave les attaques israéliennes contre le sport palestinien

La semaine dernière, des défenseurs des droits de l'homme à Barcelone se sont rendus sur le terrain où les joueurs Lionel Messi et Luis Suárez s'entraînaient pour leur lancer un appel personnel.

Des groupes de la société civile d'Argentine et d'Uruguay se mobilisent cette semaine pour convaincre les équipes de se tenir aux côtés des footballeurs palestiniens dans leur lutte pour le droit de vivre et de jouer.

Parlez aux joueurs eux-mêmes. Dites-leur que les fans de football de la Palestine et du monde entier veulent que les sports soient utilisés pour renforcer et promouvoir la tolérance, et non pour dissimuler de graves violations des droits de l'homme.

Prenez quelques minutes pour tweeter sur les joueurs argentins

et uruguayens :

à Lionel Messi et Luis Suárez

à Agustin Marchesin et Juan Musso

à Emiliano Martínez et Juan Foyth

à Renzo Saravia et Marcos Acuña

à Giovanni Lo Celso et à l'allemand Pezzela

à Nicolas Otamendi et Lucas Alario

à Roberto Pereyra et Lucas Ocampo

à Sergio Agüero et Milton Casco

à Guido Pizarro et Leandro Paredes

à Paulo Dybala et Nicolas Tagliafico

à Walter Kannemann et Guido Rodriguez

à Rodrigo dePaul et Lautaro Martinez

à Fernando Muslera et Martín Campaña

à Diego Godín et José María Gutiérrez

à Sebastián Coates et Gastón Silva

à Lucas Torreira et Matías Vecino

à Federico Valverde et Brian Lozano

à Brian Rodríguez et Edinson Cavani

à Maximiliano Gómez et Cristhian Stuani

Voir ci-dessous des exemples de messages et d'images que vous pouvez adapter pour les publications sur les réseaux sociaux :

[remplacez par les noms des joueurs], aux côtés des

footballeurs amputés palestiniens à Gaza qui ont perdu un membre à cause des tirs de snippers de l'armée israélienne.

Ne divertissez pas l'apartheid en Israël. Passer @Argentina – Match «amical» d'Uruguay.

[#RioplatusesNoVayan https://bit.ly/33EmPPh](https://bit.ly/33EmPPh)

[remplacez par les noms des joueurs], soutenez les familles d'enfants palestiniens tués par Israël alors qu'ils jouaient au football.

Ne pas laver par le sport l'occupation militaire israélienne. Annulez le match "amical" dans l'apartheid en Israël.

[#RioplatusesNoVayan https://bit.ly/33EmPPh](https://bit.ly/33EmPPh)

[[remplacer par les noms des joueurs], aux côtés des athlètes palestiniens privés par Israël de la possibilité de participer.

Ne faites pas de sport: nettoyez les colonies illégales et les murs d'apartheid d'Israël. Annuler le match "amical".

[#RioplatusesNoVayan https://bit.ly/33EmPPh](https://bit.ly/33EmPPh)
pic.twitter.com/LkChP67RpY

[remplacez par les noms des joueurs], aux côtés des footballeurs et des supporters palestiniens dont les stades ont été bombardés par Israël.

N'aidez pas à dissimuler les attaques israéliennes contre les sports palestiniens. Annulez le match "amical".

[#RioplatusesNoVayan https://bit.ly/33EmPPh](https://bit.ly/33EmPPh)
pic.twitter.com/BebNbvBn4T

[Remplacez par les noms des joueurs], les supporters de football en Palestine et dans le monde entier veulent que le sport soit utilisé pour promouvoir la tolérance, et non pour dissimuler des violations des droits de l'homme.

Ne jouez pas un match «amical» dans l'apartheid en Israël.

#RioplatesesNoVayan
pic.twitter.com/89gXPtsjuG

<https://bit.ly/33EmPPh>

Traduction: J.S pour BDS France.

Source: [BDS Movement](#)

50 actions dans 20 pays pour la deuxième Journée Mondiale d'Action #BoycottPuma

8 novembre 2019

par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI)

Des défenseurs des droits fondamentaux des Palestiniens et des fans de sport de 20 pays appellent Puma à mettre fin à son soutien à l'occupation militaire israélienne.

La Deuxième Journée Mondiale d'Action #BoycotPuma a vu plus de **50 actions dans 20 pays** à travers le monde. Des manifestations ont été organisées devant les magasins et les bureaux de Puma et à l'occasion de matchs avec des équipes sponsorisées par Puma. Des clubs de sport ont été solidaires de l'appel au boycott de Puma par plus de 200 équipes de sport palestiniennes.

Puma sponsorise l'Association de Football d'Israël, qui comprend des équipes des colonies illégales israéliennes sur la terre volée aux Palestiniens. Les colonies israéliennes font partie de l'infrastructure israélienne d'occupation et d'apartheid qui limite par ailleurs la possibilité des Palestiniens de pratiquer des sports.

La joueuse de l'Equipe Nationale Palestinienne Féminine de Football Aya Khatab a appelé tous ceux qui font grand cas de la liberté et de la justice à se joindre au boycott de Puma. « C'est à nous tous de faire rendre compte à Puma pour avoir négligé de respecter les principes du sport et du fair play. »

La deuxième journée d'action s'est tenue le premier juin dernier. Encore une fois, #BoycottPuma a été le hashtag associé à Puma le plus tweeté et le nombre d'impressions a doublé, passant de 8 à 16 millions.

Ceux qui avaient déjà acheté des équipements Puma avant d'apprendre le soutien de Puma à la brutale occupation militaire israélienne, ont « ré-étiqueté » leurs chaussures, vêtements et sacs Puma en écrivant « Boycott » par-dessus le logo.

Regardez cette vidéo qui fait le tour des événements de cette journée d'action ainsi que les tweets qui suivent.

<https://www.facebook.com/BDSNationalCommittee/videos/424908898222401/>

Thank you!

From worldwide protests at [@Puma](#) shops & football matches, to subvertising, sports teams in solidarity and a huge response on social media, [#BoycottPuma](#) Day of Action was a resounding success!

Puma, it's time to end support for Israeli apartheid! We're not [#PumaFam](#)! pic.twitter.com/KyvD9HrgEe

– PACBI (@PACBI) [October 28, 2019](#)

From Italy to Ireland, sports teams support the call from Palestinian athletes to [#BoycottPuma](#). [@Puma](#) supports Israel's brutal military occupation forcing Palestinian families from their land.

Join these teams, tell Puma you won't be part of [#PumaFam](#). <https://t.co/UyU6n8B2Tt> pic.twitter.com/phABaKbUhc

– PACBI (@PACBI) [October 29, 2019](#)

Read the letter from 200+ Palestinian teams that [@Puma](#) store managers in Rome and Tokyo refused to accept due to "orders from above."

Why is Puma afraid of a letter urging the company to "to abide by [its] Code of Ethics"? <https://t.co/6WDaFnt9mb> [#BoycottPuma](#)
pic.twitter.com/fGdUY9qJ1v

– PACBI (@PACBI) [October 29, 2019](#)

Belfast for [#BoycottPuma](#) Day of Action, calling on

[@CliftonvilleFC](#) to drop Puma sponsorship. [@Puma](#) supports illegal Israeli settlements pushing Palestinian families off their land.

Comedian Tim McGarry joins fans putting stickers over Puma logo. They won't be part of [#PumaFam!](#) pic.twitter.com/jktSSJ7nq0

– PACBI (@PACBI) [October 27, 2019](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

Dites à Puma : « Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que Puma soutiendra les agressions d'Israël contre les familles palestiniennes »

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) – 25 octobre 2019

Faites savoir au fabricant de vêtements de sport Puma que vous ne ferez pas partie de #PumaFam tant qu'il n'aura pas mis fin à son soutien aux colonies de peuplement israéliennes

illégales qui poussent les familles palestiniennes hors de leurs terres.

Le 26 octobre, des organisations de plus de 20 pays ont participé à la 2^e journée mondiale d'action #BoycottPuma.

Puma est le principal mécène de la Fédération d'Israël de football, laquelle regroupe les équipes **des colonies de peuplement israéliennes, qui sont illégales et poussent les familles palestiniennes hors de leurs terres.**

Les athlètes et les équipes palestiniens appellent au boycott de Puma jusqu'à ce qu'il mette fin à son soutien aux saisies illégales de terres par Israël.

Puma continue de revendiquer un « dévouement à une égalité universelle » et d'évoquer les valeurs de la « Famille Puma ».

Les colonies de peuplement illégales d'Israël qui s'agrandissent ont un **impact dévastateur sur les familles palestiniennes.**

Dites à Puma : « Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que Puma soutiendra les agressions d'Israël contre les familles palestiniennes. (tweet) »

L'occupation militaire d'Israël expulse les familles palestiniennes, avec les enfants, de leurs maisons pour faire la place à ces colonies de peuplement. Ses murs d'apartheid et check-points militaires coupent les familles de leurs terres et les unes des autres. Les démolitions de maison par Israël et ses expulsions forcées font que les familles palestiniennes vivent dans **un état de terreur permanent.**

Le logo emblématique du chat bondissant de Puma est devenu un symbole d'approbation pour les agressions d'Israël contre les familles palestiniennes.

Les défenseurs des droits humains à travers le monde se

préparent pour plus de **50 actions** dans les magasins, les bureaux et lors des matchs des équipes parrainées par Puma.

Rejoignez-les sur les médias sociaux pour promettre votre soutien à l'appel palestinien au **#BoycottPuma**.

Passez à l'action :

- **Tweetez à Puma : « Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que Puma soutiendra les saisies illégales israéliennes de la terre » ;**
- **Postez ce texte sur Facebook et Instagram avec l'image ci-dessus ou ci-dessous.**

Puma soutien les colonies de peuplement d'Israël.

L'occupation militaire d'Israël force les familles palestiniennes à quitter leurs maisons pour laisser la place aux colonies de peuplement.

Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que @Puma soutiendra les saisies illégales israéliennes de la terre »

<https://bdsmovement.net/pumafam>

Les familles palestiniennes luttent contre l'occupation militaire israélienne pour un avenir de liberté, de justice, d'égalité et de dignité.

La « Famille Puma » tout entière devrait exhorter Puma à mettre fin à son soutien au régime raciste de l'apartheid israélien pour aider à faire de cet avenir une réalité.

ps : Possédez-vous Puma Sportswear ? Rejoignez #RebrandPuma !



Source: [BDS Movement](#)

Traduction : BP pour BDS France

Des documents prouvent que l'organisation « Creative Community for Peace » est une façade pour le lobby de droite israélien « StandWithUs »

25 septembre 2019 – Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)/USA Royaume-Uni

Les artistes qui soutiennent la justice pour tous et s'opposent au racisme sous toute ses formes doivent prendre conscience de la duperie de « Communauté créative pour la paix (CCFP) » et rester à l'écart de son agenda de lobbying.

L'appel de la société civile palestinienne à un boycott de pression sur Israël afin qu'il respecte les droits de l'homme des Palestiniens est de plus en plus soutenu.

Des artistes comme Lana Del Rey, Lorde, Tunde Adebimpe, Peter Gabriel, Lauryn Hill, Talib Kweli, et Mark Ruffalo ont pris des positions publiques courageuses pour la liberté, la justice et l'égalité, et refusent de franchir les limites fixées par notre boycott non violent. Le gouvernement répressif de droite d'Israël et ses alliés tentent désespérément de réprimer le soutien aux droits des Palestiniens.

C'est dans le cadre de ces tentatives qu'un groupe appelé « Communauté créative pour la paix » (CCFP) fait pression sur les artistes pour qu'ils se viennent se produire en Israël. La CCFP prétend être un organisme de l'industrie du divertissement, défendant la liberté artistique et établissant des ponts.

Mais la CCFP cache soigneusement aux artistes qu'elle est, en réalité, un groupe de façade pour *StandWithUs* (SWU), groupe de pression pro-Israël, anti-Palestinien, créé de longue date et ayant des liens avec le gouvernement d'extrême droite d'Israël.

Des documents fiscaux et d'inscription montrent que *StandWithUs* et *Creative Community for Peace* ne sont, pour le Service des revenus fiscaux, que les noms alternatifs d'une seule et même association à but non lucratif, « *Israel Emergency Alliance* ». Il y a longtemps que le personnel de la CCFP travaille depuis le bureau SWU à Los Angeles, et que le SWU dirige de nombreuses fonctions de la CCFP. Les

fondateurs et dirigeants de la CCFP et du SWU, David et Esther Renzer, sont mariés.

Parmi les exemples du partenariat SWU et CCFP avec le gouvernement israélien, citons la convocation à une réunion d'organisation avec des représentants du gouvernement israélien et des dirigeants de l'industrie de la musique, et la production d'une série de vidéos sur les colons avec le ministère des Affaires étrangères israélien. Le SWU a même annoncé qu'il lui avait été accordé une subvention par le bureau du Premier ministre israélien.

SWU et CCFP se font régulièrement l'écho des positions racistes du gouvernement israélien, déshumanisant l'ensemble des Palestiniens. La CCFP ne s'élève jamais contre la répression croissante d'Israël sur les travailleurs culturels, palestiniens et juifs, qui critiquent l'État.

La CCFP n'est pas un partisan de la justice raciale et sociale. Un partenaire clé du SWU est l'organisation « Chrétiens unis pour Israël » (*Christians United for Israël*), dirigée par le pasteur homophobe, raciste et sexiste, John Hagee. Dans un rapport confidentiel, fuité en 2018, la CCFP présente les mouvements défendant la justice sociale comme une menace extrême pour Israël. Elle affirme que le soutien à l'intersectionnalisme – qui essaie d'identifier comment l'impact des systèmes de pouvoir s'imbrique sur ceux qui sont les plus marginalisés – permet aux groupes défendant les droits des Palestiniens de « *recupérer d'autres mouvements politiques, Black Lives Matter (BLM – La vie des Noirs comptent) et des groupes féministes en particulier* ».

Dans son rapport confidentiel, la CCFP dépeint

exactement le mouvement de boycott comme « se développant et évoluant sans arrêt, mettant en avant de nouvelles tactiques innovantes pour atteindre les artistes ».

Les artistes qui soutiennent la justice pour tous et s'opposent au racisme sous toute ses formes doivent prendre conscience de la duperie de la CCFP et rester à l'écart de son agenda de lobbying.

Source: [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS France

Boycottez le festival Pop-Kultur 2019 de Berlin

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) / Allemagne – 30 juillet 2019

Les Palestiniens appellent au boycott du festival Pop-Kultur de Berlin, jusqu'à ce qu'il cesse son partenariat avec Israël.

La campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) demande à tous les artistes participant au festival Pop-Kultur de Berlin de se retirer, en raison de son partenariat en cours avec l'ambassade d'Israël. Quatorze artistes de six pays différents se sont, pour cette raison, retirés des deux dernières éditions du festival, tout comme ils se seraient retirés d'un événement en une Allemagne en partenariat avec le régime d'Afrique du Sud au plus fort de son apartheid.

En effet, Israël a conféré un statut constitutionnel à son régime d'apartheid contre les Palestiniens, établi de longue date, avec sa loi « État-Nation-juif » de l'an dernier. Enhardi par des niveaux sans précédent de soutien de l'Administration Trump, Netanyahu a récemment déclaré qu' « *Israël n'est pas un État de tous ses citoyens* » et il a promis d'annexer la Cisjordanie palestinienne occupée.

Les enquêteurs de l'ONU ont bien affirmé que les tirs des tireurs d'élite israéliens prenant délibérément pour cibles des manifestants palestiniens non armés dans la bande de Gaza assiégée, notamment des médecins, des journalistes, des enfants, et des personnes handicapées, « *pouvaient constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité* ». Et pourtant Israël n'a pas eu à rendre des comptes. Son siège sauvage de deux millions de Palestiniens à Gaza se poursuit, et son impunité sur la scène mondiale reste intacte.

Cette impunité explique pourquoi des milliers d'artistes soutiennent aujourd'hui le boycott culturel du régime d'Israël et de ses institutions complices, et en privé, les groupes lobbyistes pro-Israël reconnaissent son impact et son développement. Mais en dehors du fait qu'un artiste particulier soutienne ou approuve, ou non, le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) pour les droits des Palestiniens, chacun a une obligation morale de ne pas nuire aux luttes non-violentes pour les droits de l'homme en ne les sapant pas, et de défendre la liberté d'expression.

Le régime d'extrême droite israélien, d'apartheid, d'occupation et de colonialisme de peuplement blanchit explicitement son oppression contre les Palestiniens au moyen de la culture, notamment par des partenariats avec des festivals prétendument progressistes. Pourtant, les organisateurs de Pop-Kultur ont clairement affirmé à maintes reprises, en termes bruts, grossiers et anti-Palestiniens, qu'un partenariat avec Israël est plus important que de maintenir son propre programme artistique.

Effectivement, le festival n'est plus en mesure d'attirer le large éventail d'artistes progressistes qu'il attirait il y a seulement quelques années. Ses organisateurs sélectionnent tous les artistes potentiels, excluant tous ceux qui pourraient marquer leur désaccord avec la collaboration du festival avec le régime d'oppression israélien. C'est pourquoi nous nous attendons à moins d'annulations cette année. Mais nous et nos partenaires, en Allemagne et ailleurs dans le monde, notamment des organisations et personnalités juives et israéliennes progressistes, nous allons poursuivre la campagne de boycott du festival Pop-Kultur, jusqu'à ce qu'il mette fin au partenariat.

Alors que l'extrême droite continue de se renforcer dans le monde, les mouvements antiracistes comme le BDS subissent de plus en plus d'agressions antidémocratiques, notamment en Allemagne. Nous sommes bien d'accord avec Martin Luther King Jr. : « *Une injustice, où qu'elle se produise, est une menace pour la justice partout ailleurs* ». Nous exhortons tous les artistes participants à considérer le « *caractère indivisible de la justice* » et à refuser de saper la lutte pacifique menée pour les droits humains des Palestiniens.

Source : [BDS movement](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

La British Society for Middle

Eastern Studies appuie l'appel palestinien au boycott des Institutions universitaires israéliennes complices

24 juin 2019

/ Par [Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël \(PACBI\)](#) / [UK](#)

Par un vote historique, la British Society for Middle Eastern Studies (BRISMES – Société britannique d'études moyen-orientales) rejoint le nombre croissant d'associations universitaires qui refusent d'être complices des graves violations du droit international commises par Israël.

Nous saluons chaleureusement la BRISMES pour son vote massif en faveur du soutien à l'appel palestinien au boycott des institutions universitaires israéliennes complices.

BRISMES rejoint un nombre croissant de sociétés universitaires qui s'engagent en faveur des droits des Palestiniens en refusant d'être complices des graves violations du droit international commises par Israël. Les institutions universitaires israéliennes jouent un rôle [bien documenté](#) qui consiste non seulement à justifier mais aussi à organiser, à mettre en œuvre et à perpétuer le système israélien d'oppression qui dénie aux Palestiniens leurs droits humains fondamentaux, dont le droit à l'éducation.

Ce vote historique nous donne de l'espoir. C'est un acte magnifique d'authentique solidarité avec les étudiants et les enseignants palestiniens qui affrontent le racisme

institutionnalisé d'Israël, ses raids armés sur les campus, ses checkpoints militaires et ses efforts systémiques pour porter atteinte au droit fondamental des Palestiniens à l'éducation.

Nous exhortons les sociétés universitaires internationales du monde entier à prendre des mesures similaires contre le racisme et l'oppression, dotées d'effectivité dans le milieu universitaire.

Inspiring news! British Society for Middle East Studies endorses the Palestinian call to boycott complicit Israeli academic institutions.

It's a beautiful act of effective solidarity with Palestinian students and faculty facing Israel's denial of basic human rights. [#Brismes2019 pic.twitter.com/pulcoikpyI](https://twitter.com/pulcoikpyI)

– PACBI (@PACBI) [June 25, 2019](#)

Le texte de la résolution est le suivant :

Résolution approuvant l'appel au boycott des institutions universitaires israéliennes

Attendu que la British Society for Middle Eastern Studies (BRISMES) s'emploie à encourager et promouvoir l'étude du Moyen-Orient au Royaume-Uni et, plus précisément, à rassembler des enseignants, des chercheurs, des étudiants, des diplomates, des journalistes et autres qui abordent sur le plan professionnel les questions liées au Moyen-Orient ;

Attendu que, en Cisjordanie occupée, la poursuite de la construction du Mur, l'édification continue de colonies illégales et le réseau de checkpoints militaires créent une réalité irréversible d'occupation militaire permanente, tandis que le siège de Gaza par Israël a condamné ses habitants, qui vivent dans une vaste prison à ciel ouvert, à la pauvreté et à

la menace constante de l'usage de la force militaire ;

Attendu qu'Israël a entravé le droit des Palestiniens à l'éducation en détruisant des universités et des écoles palestiniennes, en arrêtant des étudiants, en assaillant des universités palestiniennes et en les forçant à fermer, et en restreignant la liberté de mouvement des Palestiniens ;

Attendu qu'Israël a empêché l'accès d'universitaires du monde entier aux universités palestiniennes, en mettant notamment en place des interdictions de longue durée relatives aux voyages dans les territoires palestiniens occupés ;

Attendu que les universités israéliennes jouent un rôle clé dans l'organisation, la mise en œuvre et la justification de l'occupation militaire illégale par Israël et poursuivent une relation étroite d'assistance à l'armée israélienne, notamment en participant au développement de systèmes d'armement, en fournissant une justification des actions militaires et des meurtres extrajudiciaires, en récompensant les étudiants qui servent dans les troupes d'occupation, en élaborant et en dispensant des programmes spéciaux destinés aux soldats et aux gradés, en construisant en territoire occupé, et en pratiquant une discrimination systématique envers les étudiants non-juifs ;

Attendu que la société civile palestinienne, et notamment la Fédération palestinienne des Syndicats de professeurs et d'employés des universités, a demandé aux hommes et femmes de conscience du monde entier de les rejoindre pour mener des campagnes de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) afin d'exercer une forme de pression non violente sur Israël jusqu'à ce que celui-ci se conforme au droit international ;

Il est donc résolu que :

La BRISMES manifesterà sa solidarité avec nos collègues palestiniens, qui vivent sous l'occupation et le siège militaires, en approuvant l'appel au boycott des institutions

universitaires israéliennes jusqu'à ce que ces institutions cessent officiellement de soutenir les violations des droits des Palestiniens et de s'en montrer complices, conformément aux dispositions du droit international ;

La BRISMES apportera son assistance aux événements à caractère éducatif, discussions et débats menés parmi ses membres sur le boycott des institutions universitaires israéliennes, notamment au moyen de ses publications, conférences et événements appropriés ;

La BRISMES assurera la formation de ses membres au sujet des modalités du boycott des institutions universitaires israéliennes dans le cadre de leur pratique professionnelle, et les encouragera à l'appliquer. Ce boycott concerne uniquement les institutions universitaires israéliennes et non les universitaires en tant qu'individus ;

La BRISMES soutiendra le droit des universitaires à mener des recherches et à publier des travaux sur le boycott des institutions universitaires israéliennes, et à s'exprimer en public en faveur de ce boycott.

Maha Abdelrahman, Reader in Development Studies and Middle East Politics, University of Cambridge

Reem Abou-El-Fadl, Lecturer in Comparative Politics of the Middle East, SOAS, University of London

Marta Agosti Pinilla, PhD, SOAS, University of London

Sabrien Amrov, Doctoral Researcher, Department of Geography, University of Toronto

Raymond Bush, Professor of African Studies, School of Politics and International Studies, University of Leeds

John Chalcraft, Professor of Middle East History and Politics,

BRISMES Trustee, London School of Economics and Political Science (LSE)

Fabio Cristiano, Doctoral Researcher, Department of Political Science, Lund University

Marwan Darweish, Principal lecturer in Peace Studies, Coventry University

James Dickins, Professor of Arabic, BRISMES Trustee, School of Languages, Cultures and Societies, University of Leeds

Sai Englert, Visiting Lecturer in Politics & International Relations, New College of the Humanities, London

Khaled Fahmy, Sultan Qaboos Bin Sa'id Professor of Modern Arabic Studies, University of Cambridge

Neve Gordon, Marie Curie Fellow and Professor of International Law, Queen Mary, University of London

Adam Hanieh, Reader in Development Studies, SOAS, University of London

Aula Hariri, Research Officer, Middle East Centre, BRISMES Trustee, London School of Economics and Political Science (LSE)

Tim Jacoby, Professor, Global Development Institute, BRISMES Trustee, University of Manchester

Laleh Khalili, Professor in Middle Eastern Politics, SOAS, University of London

Dina Matar, Reader in Arab Media and Political Communication, SOAS, University of London

Vivienne Matthies-Boon, Assistant Professor in the International Relations of the Middle East, BRISMES Trustee, Department of Political Science, University of Amsterdam

Martha Mundy, Professor Emerita of Anthropology, London School of Economics and Political Science (LSE)

Jacob Norris, Senior Lecturer in Middle East History, University of Sussex

Hussein Omar, Lecturer in Modern Global History, University College Dublin

Nicola Perugini, Senior Lecturer in International Relations, University of Edinburgh

Sharri Plonski, Lecturer in International Politics, Queen Mary, University of London

Nicola Pratt, Reader in International Politics of the Middle East, BRISMES Trustee, University of Warwick

Mezna Qato, Junior Research Fellow, King's College, University of Cambridge

Ruba Salih, Reader in Gender Studies, SOAS, University of London

David Seddon, Professor, Department of Geography, University College London

Patricia Sellick, Associate Professor, Centre for Trust, Peace and Social Relations, Coventry University

Andrea Teti, Senior Lecturer in International Relations, BRISMES Trustee, University of Aberdeen

Teodora Todorova, Teaching Fellow in Sociology, University of Warwick

Lewis Turner, Postdoctoral Researcher, Arnold Bergstraesser Institute, University of Freiburg

Elian Weizman, Lecturer in Middle East Politics, SOAS, University of London

Mark Zeitoun, Professor of Water Security and Policy, School of International Development, University of East Anglia

Rafeef Ziadah, Lecturer in Comparative Politics of the Middle East, SOAS, University of London

Signatures de membres de la BRISMES ajoutées depuis le 4 juin 2019

Lucia Ardovini, Research Fellow, Swedish Institute of International Affairs

Erika Biagini, Postdoctoral Researcher, Dublin City University

Marilyn Booth, Khalid bin Abdullah Al Saud Professor for the Study of the Contemporary Arab World, Oriental Institute and Magdalen College, University of Oxford

Catherine Cobham, Lecturer, Head of Department of Arabic and Persian, University of St Andrews

José Ciro Martínez, Research Fellow, Trinity College, University of Cambridge

John Moreton, Part-Time Tutor, Arabic and Turkish, School of Languages, Cultures and Societies, University of Leeds

Dalia Mostafa, Lecturer in Arabic and Comparative Literature, University of Manchester

Bill V. Mullen, Professor of American Studies, Purdue University

Aya Nassar, Teaching Fellow, Department of Geography, University of Sussex

Katie Natanel, Lecturer in Gender Studies, University of Exeter

Paola Rivetti, Assistant Professor in the Politics of the Middle East and International Relations, Dublin City University

Alaa Tartir, Research Associate, The Graduate Institute of International and Development Studies, Switzerland

Janet Watson, Professor, School of Languages, Cultures and Societies, University of Leeds

Appui apporté par des membres potentiels de la BRISMES depuis le 4 juin 2019

Gilbert Achcar, Professor of Development Studies and International Relations, SOAS, University of London

Jamie Allinson, Lecturer, University of Edinburgh

Omar Al-Shehabi, Director of the Gulf Centre for Development Policies, Associate Professor in Political Economy at the Gulf University for Science and Technology, Kuwait

Mona Baker, Professor Emerita of Translation Studies, School of Arts, Languages and Cultures, University of Manchester

Luke Bhatia, Lecturer in International Politics, University of Manchester

Haim Bresheeth, Professor, SOAS, University of London

Stephanie Cronin, Elahé Omidyar Mir-Djalali Research Fellow at St Antony's College, University of Oxford

Fawaz Gerges, Professor of International Relations, London School of Economics and Political Science (LSE)

Vahideh Golzard, Lecturer in Persian Language and Audio-Visual Culture, University of Leeds

Rebecca Ruth Gould, Professor, Islamic World & Comparative Literature, University of Birmingham

Mona Harb, Professor of Urban Studies and Politics, American University of Beirut

Tajul Islam, Lecturer in Islamic Studies, University of Leeds

Ruba Khamam, Lecturer in Arabic, University of Leeds

Nur Masalha, Professor, Centre of Palestine Studies, SOAS, University of London

Mazen Masri, Senior Lecturer in Law, City, University of London

Professor Ilan Pappé, Professor of History, Director of the European Centre for Palestine Studies

Hicham Safieddine, Lecturer in the History of the Modern Middle East, King's College, London

Myriam Salama-Carr, Honorary Research Fellow, School of Arts, Languages and Cultures, University of Manchester

Salman Sayyid, Professor of Social Theory and Decolonial Thought, Head of School of Sociology and Social Policy, University of Leeds

John Sidel, Sir Patrick Gillam Chair in International and Comparative Politics, Department of Government, London School of Economics and Political Science (LSE)

G. Rex Smith, Visiting Professor, School of Languages, Cultures and Societies, University of Leeds

Rasha Soliman, Lecturer in Arabic Language, University of Leeds

Lucia Sorbrera, Senior Lecturer, Chair of Arabic Studies Department, University of Sydney

Source : [PACBI](#)

Traduction : SM pour BDS France

Et le gagnant de l'Eurovision dans la Tel Aviv de l'apartheid est...

18 mai 2019

Par : PACBI (Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel), la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël de BDS

Alors que le concours de l'Eurovision touche à sa fin dans la Tel Aviv de l'apartheid, le gagnant est déjà connu : le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens.

Plus de [150 000](#) Européens ou autres ont signé des pétitions appelant au boycott du concours, des [centaines d'artistes connus](#) y ont apporté leur soutien, [y compris](#) d'anciens participants à l'Eurovision et l'un de ses gagnants, et plus de [100 organisations et centres LGBT+](#) se sont joint à l'appel.

Après avoir affirmé depuis des mois que des dizaines de milliers de touristes se rendraient à la Tel Aviv de l'apartheid pour le concours, les organisateurs israéliens admettent maintenant que **seuls 5 000 à 7 000 personnes – une fraction de ceux qui était attendus –**étaient arrivés, signe clair que la campagne mondiale de BDS menée depuis une année est un succès.

Nous construisons notre mouvement, poussant à la

reconnaissance des droits des Palestiniens, y compris les droits de nos réfugiés, et **recevant un soutien sans précédent** pour isoler le régime israélien d'apartheid et d'occupation. Ensemble, nous sommes parvenus à **empêcher le régime israélien d'utiliser l'Eurovision**, le plus grand événement non-sportif télévisé au monde, pour **cacher derrière l'art ses crimes** contre les Palestiniens, commis en particulier dans la Bande de Gaza assiégée.

Avec des mobilisations dans **plus de 25 pays** autour du monde, BDS a reçu un nouveau soutien pour notre mouvement grandissant, au-delà des attentes les plus optimistes, grâce au soutien de tant de personnes qui agissent au nom de leurs principes, et aux efforts sans relâche de militants des droits humains.

Nous vous présentons ici le contexte de cette campagne, célébrons notre travail collectif et listons les principales étapes.

Israël a massacré 62 Palestiniens à Gaza, dont 6 enfants, juste deux jours après sa victoire à l'Eurovision le 12 mai 2018. Plus tard ce même jour, la gagnante israélienne Netta Barzilai a donné un concert pour célébrer cette victoire dans la Tel Aviv de l'apartheid, organisé par le maire, et a déclaré « nous avons des raisons d'être heureux ».

L'appel à boycotter la tenue de l'Eurovision en Israël qui a suivi a été initié par des organisations culturelles et des journalistes palestiniens, [demandant](#) le 20 juin 2018 si les organisateurs de l'Eurovision auraient accepté que « le concours se tienne dans l'Afrique du Sud de l'apartheid ? ».

Ils ajoutaient que « seule une pression internationale efficace et soutenue obligerait Israël à respecter ses obligations en droit international et les droits humains des Palestiniens ».

Face à une campagne grandissante dans de nombreux pays, le

gouvernement a [rapidement laissé tomber](#) sa demande insistante que le concours se tienne à Jérusalem, **une première victoire pour la campagne de boycott du concours.**

Mais quelle que soit la ville dans laquelle se tiendrait le concours, s'il était organisé par Israël, la campagne BDS menée contre lui devait continuer et s'intensifier.

Israël s'est effectivement [déclaré lui-même](#) un état d'apartheid peu après, son glissement continu vers l'extrême-droite se faisant plus évident que jamais.

Dans plus de la moitié des 41 pays participant au concours, des appels de BDS divers et créatifs ont été entendus, notamment en [Allemagne](#), [Australie](#), [Belgique](#), au [Danemark](#), dans l'[État espagnol](#), en [Finlande](#), [France](#), [Grèce](#), [Hongrie](#), [Irlande](#), [Islande](#), [Italie](#), à [Malte](#), en [Norvège](#), aux [Pays-Bas](#), en [Pologne](#), au [Portugal](#), en [République tchèque](#), au [Royaume-Uni](#), en [Slovénie](#), [Suède](#) et [Suisse](#).

Aux États-Unis, *Jewish Voice for Peace* s'est joint aux **appels grandissants** au boycott du concours dans le monde.

En septembre dernier, **un grand nombre d'artistes reconnus**, d'anciens participants à l'Eurovision et **l'un de ses gagnants** ont soutenu « l'appel sincère des artistes palestiniens » dans une lettre ouverte qui a reçu une **large couverture** dans les médias du monde entier.

Ils ont [écrit](#) : « Tant que les Palestiniens ne jouiront pas de la liberté, de la justice et de droits égaux, on ne devrait pas continuer à traiter normalement avec l'État qui leur dénie leurs droits fondamentaux ».

La gagnante de l'Eurovision en 2018 et son [ambassadrice culturelle](#), Netty Barzilai, a fait une tournée en Europe en novembre dernier. Des militants des droits humains ont manifesté lors de ses spectacles après un [appel des queers palestiniens](#) qui ont mis en lumière son recrutement comme

ambassadrice d'Israël, ce qui soumet ses activités à ce boycott institutionnel auquel la société civile palestinienne appelle.

En décembre, des chanteurs éligibles à l'Eurovision, lors de la très populaire émission de télévision de l'État espagnol Operación Triunfo, ont déclaré que **le fait qu'Israël accueille le concours était « regrettable »** et qu'ils préféreraient qu'il ait lieu ailleurs, étant donné la couverture médiatique croissante de la campagne de BDS.

Quelques semaines plus tard, le groupe britannique The Tuts, qui allaient ensuite faire une tournée avec [The Specials](#), annonçait qu'il avait été invité à l'émission de télévision de la BBC You Decide, qui sélectionne le candidat du Royaume-Uni à l'Eurovision, mais qu'il avait **refusé** d'y participer, et il a été largement acclamé pour cela sur les réseaux sociaux.

Il y a juste quelques jours, des défenseurs des droits humains à Paris sont **montés sur la scène**, en live pendant l'émission télévisée de sélection du finaliste pour l'Eurovision, en clamant que le concours devait être boycotté.

Peu après, 50 personnalités culturelles britanniques connues ont écrit une [lettre](#) à la BBC, exhortant la chaîne à faire pression pour que l'Eurovision ait lieu ailleurs.

Le même jour, de nombreux groupes LGBT+ publiaient un [appel](#) au boycott de l'Eurovision et de la Gay Pride de Tel Aviv, en soutien aux queers palestiniens et contre la tentative cynique d'Israël de dissimuler sa politique envers les Palestiniens derrière un affichage pro-LGBT+ (« pinkwashing », mot proche de celui de blanchiment, mais avec la couleur rose).

Plus de 100 groupes, dont BeLongTo, **l'organisation nationale irlandaise des jeunes LGBT+**, et les sections de Naples et de Padoue d'Arcigay, la plus ancienne et plus grande organisation italienne pro-LGBT+, ont maintenant souscrit à l'appel.

En février, le réalisateur Julio Pérez del Campo a [soutenu](#) l'appel à boycotter l'Eurovision lors de son discours de remerciements aux Goya Awards (les « Oscars » de l'État espagnol).

Quelques semaines plus tard, le compositeur et producteur légendaire Brian Eno a écrit une [tribune](#) exhortant le candidat du Royaume-Uni à l'Eurovision à « **contribuer à garantir qu'on se souviendrait de l'Eurovision 2019 comme de l'occasion qu'on avait eu de protester au nom de ses principes, et non comme d'un épisode supplémentaire de blanchiment culturel** ».

Le mois suivant, Haneen Maikey, directrice de alQaws for Sexual & Gender Diversity in Palestinian Society (alQaws pour une diversité sexuelle et de genre dans la société palestinienne), une organisation politique populaire de queers palestiniens, basée à Jérusalem, et Hilary Aked, une auteure, chercheuse et militante basée à Londres, ont écrit un [article](#) dans The Independent, détaillant la manière dont Israël exploite l'identité LGBT+ pour camoufler ses crimes.

Cet article faisait suite à un autre [article](#) dans les médias irlandais sur la politique israélienne de dissimulation de l'occupation et de l'apartheid derrière une mise en avant des LGBT+.

Quelques mois avant le concours, alors que les pays en compétition étaient en train de sélectionner leurs candidats, le boycott de l'Eurovision était déjà soutenu par des syndicats, tels que le Musicians' Union of Ireland (le syndicat des musiciens d'Irlande), Irish Equity et la [CGT](#), ainsi que des [partis politiques](#) et des [politiciens](#) d'[Europe](#) et d'[ailleurs](#).

Plus de 100 artistes palestiniens – dont des metteurs en scènes, des musiciens, des poètes et d'autres artistes récompensés – ont ensuite appelé les candidats à l'Eurovision à se retirer, dans une [lettre ouverte](#).

« En tant qu'artistes palestiniens – brutalisés, assiégés, occupés ou exilés – nous ne pouvons pas offrir les paillettes et le glamour de l'Eurovision. Nous pouvons offrir beaucoup mieux : une place dans les livres d'histoire. »

Quelques jours plus tard, 26 artistes israéliens appelaient également les participants à l'Eurovision à se retirer, [écrivait](#) : « En tant qu'artistes, nous ne pouvons pas rester assis alors que nos homologues palestiniens souffrent d'être réduits au silence, déshumanisés et soumis à la violence, et nous vous demandons de vous joindre à nous pour le dénoncer ».

Des militants des droits humains et des artistes dans de nombreux pays participant au concours ont interpellé de manière privée ou publique des candidats à l'Eurovision, des médias, des organisateurs, des juges et d'autres encore.

Lorsqu'il a été annoncé en avril que Madonna se produirait à l'Eurovision, [la couverture des médias a démontré](#) la prédominance de BDS sur les tentatives d'Israël de blanchir l'apartheid par l'art.

PACBI a exhorté Madonna d'annuler, l'informant que « le gouvernement fanatique, d'extrême-droite d'Israël exploite cyniquement votre performance, et celle des candidats, pour marquer son oppression croissante des Palestiniens ».

Speed Sisters, une équipe féminine de course que Madonna avait louée auparavant pour leur « combat pour la liberté en Palestine », l'ont aussi appelé à annuler.

Près de 40 000 personnes ont signé la [pétition](#) de PACBI et de Jewish Voice for Peace exhortant Madonna à « **se tenir avec nous du bon côté de l'histoire** ».

Des dizaines de femmes artistes palestiniennes ont également écrit une [lettre ouverte](#) à Madonna : « Lorsque les murs s'écrouleront et que la liberté et la justice résonneront enfin, nous vous inviterons à venir partager votre musique

avec nous tous dans ce pays ».

Le compositeur et musicien israélien Ohal Grietzer a écrit un [appel](#) à Madonna, lui reprochant d'« ignorer les femmes palestiniennes qui la supplient d'être à leurs côtés, ou au moins de ne pas leur faire entrave alors qu'elles établissent des voies pour défendre et réclamer leurs droits ».

Madonna a finalement montré que son soutien tant vanté aux droits humains n'allait pas jusqu'à soutenir les appels des opprimés qu'elle prétend soutenir. La réponse de PACBI a été [largement couverte](#) par les principaux médias et les agences internationales de presse.

Entre-temps, deux musiciens d'électro, Jaakko Eino Kalevi et Onra, [s'étaient retirés](#) de la soirée sur la plage Electrovision, sponsorisée par l'UE et organisée en marge de l'Eurovision au « village de l'Eurovision », dans le parc Charles Clore de Tel Aviv. Le parc est construit sur le site de [Al Manshiyya](#), un **quartier palestinien dont le nettoyage ethnique** a ouvert la voie à la création d'Israël.

Comme un signe des liens de plus en plus étroits, au nom de leurs principes, de divers groupes populaires de lutte avec BDS, le centre LGBT+ El Casal Lambda de Barcelone, établi de longue date, a [annulé](#) sa fête de l'Eurovision, au nom de « sa grande et ancienne expérience de la défense des droits humains ». L'organisation des jeunes LGBT+ de Copenhague a [annulé](#) la projection de l'Eurovision et célébré à la place la musique des gagnants iconiques de l'Eurovision, Abba, en signe d'opposition à l'agenda de « pinkwashing » d'Israël.

Plusieurs [tribunes](#), [rapports et articles](#) ont [mis en lumière](#) cette politique israélienne de « pinkwashing » et **amplifié les voix des queers palestiniens**, de militants israéliens et internationaux, d'artistes et d'écrivains.

Ghadir Shafie, Co-directrice d'Aswat, le Centre palestinien féministe pour les libertés sexuelles et de genre, et le

militant palestinien LGBT+ Elias Wakeem ont été [interviewés](#) pour l'émission de la chaîne britannique Channel 4 « News Uncovered » sur le « pinkwashing » d'Israël.

Le syndicat des étudiants de la prestigieuse Queen's University de Belfast a également [annulé](#) sa soirée Eurovision, et à Melbourne, un bar LGBT+ a [annulé](#) la projection de l'Eurovision lors de la sélection du candidat australien en raison des « problèmes de droits humains autour de l'Eurovision cette année ».

Des dizaines de [soirées Eurovision « apartheid-free »](#) ont été organisées en Europe par des fans de l'Eurovision et des défenseurs des droits humains **à la place des émissions produites depuis la Tel Aviv de l'apartheid.**

Plusieurs manifestations et perturbations ont eu lieu durant la semaine de l'Eurovision dans la Tel Aviv de l'apartheid, des militants internationaux et israéliens **attirant ainsi l'attention des médias du monde entier.**

[Globalvision](#), un Eurovision alternatif qui sera retransmis en live, présentera au même moment que l'Eurovision des artistes palestiniens et internationaux, comme par exemple Brian Eno, DAM et beaucoup d'autres.

La campagne de toute une année de BDS pour boycotter la tenue de l'Eurovision dans l'Israël de l'apartheid a **dépassé nos attentes**, elle a apporté à notre mouvement de défense des droits humains de nouveaux soutiens, et nous a permis de **créer des liens, au nom des principes que nous partageons**, avec des combats anti-racistes, féministes, LGBT+ et d'autres encore.

C'est pourquoi le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens est **le vrai gagnant de l'Eurovision !**

Traduction : MUV pour BDS France

Source : bdsmovement.net / [PACBI](#)

L'université du Cap vote la condamnation des violations des droits humains des Palestiniens par Israël, et se réserve le droit de se «dissocier» des institutions académiques qui rendent possibles ces violations

30 mars 2019

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)/Afrique du Sud

Le conseil de l'Université du Cap, la première université d'Afrique, vote pour se réserver le droit de se dissocier des institutions académiques qui soutiennent ou rendent possible, directement ou indirectement, la violation des droits humains.

Nous nous réjouissons du vote de l'Université du Cap par lequel elle « condamne les atrocités et les violations des droits humains perpétrées dans les territoires palestiniens occupés » et se réserve le droit de se dissocier des « institutions académiques qui soutiennent (directement ou indirectement) la violation des droits humains et/ou rendent possible la violation de ces droits humains ».

Les Palestiniens appellent à un boycott académique des

universités israéliennes qui en sont complices en raison de leur rôle dans la justification, la planification, la mise en œuvre et le maintien du système d'Israël d'oppression, incluant le vol de la terre, le siège cruel et les attaques qui se poursuivent contre Gaza, et les lois d'apartheid.

Aujourd'hui, alors que les Palestiniens commémorent la Journée de la Terre et une année de manifestations de la Grande Marche du Retour à Gaza, nous savons que, tout comme en Afrique du Sud, le régime apartheid d'Israël finira par s'effondrer sous le poids combiné des personnes de conscience unies aux Palestiniens dans notre combat pour la liberté, la justice et l'égalité.

Nous remercions le Forum de la solidarité avec la Palestine de l'Université du Cap pour ses efforts inlassables. Nous exhortons les universitaires dans le monde à travailler pour veiller à ce que le milieu universitaire ne rende pas possible, directement ou indirectement, l'oppression des Palestiniens par Israël.

Source : [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

**Ne nuisez pas ! Appel
palestinien pour un
tourisme/pèlerinage éthique**

12 mars 2019 – Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI)

La société civile palestinienne en appelle à tous les visiteurs étrangers, en particulier à ceux qui font un pèlerinage et aux gens de conscience pour qu'ils ne nuisent pas à notre lutte pour nos droits sous l'égide du droit international, et qu'ils respectent nos consignes pour un tourisme éthique

En se fondant sur l'Organisation Mondiale du Tourisme de l'ONU (OMT) qui affirme dans ses statuts qu'elle tend fondamentalement à « la promotion et au développement du tourisme d'un point de vue qui contribue... au respect universel et à l'observance des droits humains et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ;

Étant donnée la grave escalade des violations par Israël des droits et des libertés des Palestiniens, particulièrement dans le siège continu et brutal de Gaza, qui va être inhabitable en 2020 d'après un rapport de l'ONU ; les déplacements forcés de Palestiniens hors de chez eux ; l'apartheid enraciné par l'adoption de « la loi de l'État – nation juif » qui inscrit une discrimination raciale institutionnalisée dans la loi fondamentale d'Israël, celle-ci s'ajoutant aux plus de 65 lois discriminatoires existantes ; et le refus persistant de respecter les droits des réfugiés palestiniens comme stipulés dans le droit international ;

Prenant en considération que le secteur du tourisme israélien « profite de et conduit la politique et les pratiques illégales d'Israël en Cisjordanie occupée, dont la confiscation de terres palestiniennes et l'exploitation de ressources naturelles palestiniennes, les fouilles illégales sur des sites archéologiques, l'obstruction de l'économie palestinienne et le transfert de la population palestinienne sous protection », niant ainsi le droit des Palestiniens à la souveraineté sur leur propre patrimoine et sur leur culture ;

Etant donné le sabotage continué par Israël et/ou le vol des sites et des biens des patrimoine chrétien, islamique et même de celui des juifs palestiniens à Jérusalem et dans les territoires palestiniens occupés, ce qui inclut des attaques et du harcèlement des dirigeants de la foi chrétienne et de la foi musulmane, en plus de sa responsabilité directe dans le vandalisme rampant des églises et mosquées palestiniennes via l'absence délibérée d'identification, d'accusation ou de pénalisation de ceux qui en sont responsables ;

À la lumière du fait qu'Israël se sert du tourisme pour blanchir ses crimes de guerre et ses graves violations des droits humains palestiniens, dans le cadre de « La Marque Israël », de « Tel Aviv Monde »[1] et de ses campagnes de pinkwashing qui font une promotion cynique du tourisme LGBTQIA et que les groupes queer palestiniens les plus en vue condamnent ;

En se fondant sur l'obligation morale de tout visiteur, en particulier des pèlerins, de ne pas nuire et sur l'appel palestinien Kairos de 2009 des leaders palestiniens chrétiens qui ont considéré le « boycott et le désinvestissement comme des outils non violents pour la justice, la paix et la sécurité pour tous » ;

Et inspirée par la lutte mondiale contre l'apartheid en Afrique du Sud, qui y a inclut des appels au boycott du tourisme,

La société civile palestinienne en appelle à tous les visiteurs étrangers [2], en particulier à ceux qui font un pèlerinage, et aux gens de conscience pour qu'ils ne nuisent pas à notre lutte pour nos droits sous l'égide du droit international, en respectant les consignes suivantes :

- Ne visitez pas des sites historiques/religieux/touristiques [3] en territoire palestinien occupé, dont Jérusalem Est et sa Vieille Ville, qui sont contrôlés illégalement par la puissance occupante israélienne, surtout ceux qui sont situés dans les colonies illégales, comme la « Cité de David » ou ceux qui sont promus comme « sites israéliens » comme la « Tour de David » (voir la liste partielle).
- Évitez tout produit et service fourni par des entreprises israéliennes ou internationales qui sont complices [4] des violations par Israël des droits humains – dont, mais pas uniquement, les compagnies aériennes israéliennes, les hôtels et autres lieux d’hébergement, les agences de voyage, les services de guides touristiques, les compagnies de bus et les restaurants – et substituez y des fournisseurs palestiniens ou non complices.
- Faites pression sur les compagnies de tourisme comme [Booking.com](https://www.booking.com), [Airbnb](https://www.airbnb.com), [Expedia](https://www.expedia.com) et [TripAdvisor](https://www.tripadvisor.com), qui sont impliquées dans les violations par Israël du droit international pour qu’elles cessent d’organiser ou de faire la promotion de séjours dans les colonies illégales, « contribuant à leur existence et à leur expansion » et pour qu’elles arrêtent de mettre sur leurs listes « des maisons palestiniennes illégalement saisies en vertu de la ‘loi israélienne sur les biens des absents’ ».
- Boycottez tous les événements LGBTQIA+ organisés par ou en coopération avec le gouvernement israélien ou des institutions israéliennes complices [5], et résistez à recourir à tout service LGBTQIA tel que plages, bars, hôtels ou clubs proposés par des opérateurs et des compagnies complices des violations des droits humains par Israël.
- Évitez tout itinéraire de voyage dans ce qui est aujourd’hui Israël ou dans les colonies illégales dans les territoires palestiniens occupés dès lors qu’il a un

lien avec le gouvernement israélien ou des corporations et des institutions israéliennes complices.

- Développez les visites solidaires au peuple palestinien aussi bien que des missions d'observation sans lien institutionnel de quelque sorte que ce soit avec le gouvernement israélien, des institutions complices ou des groupes de lobbying.

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI)

Notes:

[1] Il s'agit d'une initiative de la municipalité de Tel Aviv pour blanchir la réalité de l'apartheid dans la ville.

[2] Ne s'applique pas au monde arabe, où s'appliquent des directives spéciales tenant compte du contexte.

[3] Cela inclut: 1) des sites archéologiques qui requièrent généralement un droit d'entrée versé aux autorités d'occupation, comme Qumran et l'Hérodiûm ; 2) des parcs et des réserves naturelles sous contrôle israélien dont la Mer Morte ; 3) des lieux de détente tenus généralement par des compagnies privées, comme des lieux de dégustation de vin dans des colonies ; et 4) le tourisme lié à l'armée comme « des camps d'entraînement » et des « camps de tir ». Voir la liste partielle.

[4] Toute institution israélienne, entreprise ou corporation qui ne reconnaît pas publiquement les droits du peuple palestiniens stipulés par l'ONU et qui ne s'interdit pas de s'engager dans des projets israéliens qui violent les droits humains des Palestiniens est considérée complice et doit être écartée

[5] La plupart de ces événements de propagande LGBTQIA+ ont lieu à Tel Aviv dans le cadre de "Tel Aviv Global."

Source: [PACBI](#)

Traduction SF pour BDS France

Non au pinkwashing de l'Eurovision ! Près de 90 groupes LGBTQ+ appellent au boycott du concours de chant en Israël.

29 Janvier 2019

Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)

Des organisations de libération queers et trans de près de 20 pays d'Europe et d'ailleurs appellent les communautés LGBTQIA du monde à prendre position pour les droits humains des Palestiniens et à boycotter le concours de l'Eurovision 2019 en Israël.

Près de 90 organisations de libération queers et trans de près de 20 pays d'Europe et d'ailleurs [appellent](#) les communautés LGBTQIA du monde entier à boycotter le concours de l'Eurovision 2019 en Israël.

Les signataires condamnent l'utilisation "honteuse" de l'Eurovision par Israël, qui a de nombreux partisans au sein des communautés LGBTQIA, afin de "détourner l'attention de ses crimes de guerre contre les Palestiniens" et "poursuit sa stratégie de *pinkwashing*, l'utilisation cynique des droits des

homosexuels afin de détourner et de normaliser l'occupation, la colonisation et l'apartheid israélien."

Le communiqué, initié par des groupes queers palestiniens, rappelle les émeutes de Stonewall en 1969, qui symbolisent la résistance LGBTQIA contre la violence et les agressions quotidiennes, et met en parallèles les dizaines de milliers de Palestiniens à Gaza qui manifestent, avec la Grande Marche du Retour, contre des décennies de violente oppression et de déni de leurs droits fondamentaux par Israël.

Depuis Mars dernier, les snipers de l'armée israélienne ont [abattu](#) plus de 200 Palestiniens sans arme qui participaient aux manifestations à Gaza, blessant 18 000 personnes et causant, pour certaines d'entre elles, des handicaps qui changeront à jamais leurs vies. Amnesty International a qualifié ces actes de "[tentatives délibérées](#)" de tuer et de mutiler.

Israël a célébré la victoire de l'Eurovision 2018 par Netta Barzilai le soir même de la manifestation la plus meurtrière à Gaza, lors de laquelle les forces israéliennes ont massacré 62 Palestiniens sans armes. Netanyahu a qualifié Barzilai de "[meilleure ambassadrice d'Israël](#)."

Les signataires appellent également au boycott de la Pride de Tel Aviv, sponsorisée par le gouvernement israélien qui, expliquent-ils, "[fait la promotion de l'Eurovision](#) tout au long de la Pride afin de récolter le maximum de bénéfices pour Israël pendant tout un mois de *pinkwashing*."

Parmi les signataires figurent les collectifs palestiniens **al-Qaws pour la diversité sexuelle et de genre dans la société palestinienne**, **Pinkwatching Israel** et **Aswat – Centre Féministe Palestinien pour les libertés sexuelles et de genre**, le **Comité National LGBT d'UNISON**, l'un des plus grands syndicats du Royaume Uni, **ACT UP Sud-ouest** en France et **ACT UP London** au Royaume Uni, les **Panteras Rosa** au Portugal, plus de **20 groupes**

queers et trans en Espagne et en Italie, le Gay Liberation Network, la Fédération Méthodiste pour l'Action Sociale et Jewish Voice for Peace New York City Queer Caucus aux États-Unis.

Ce communiqué des groupes LGBTQIA fait suite à un [déluge de soutiens](#) à l'appel palestinien au #BoycottEurovision2019 en Israël. Parmi lesquels des artistes, des participants, des présentateurs et des vainqueurs de l'Eurovision, des politiciens et des syndicats. Des dizaines de milliers de personnes ont [signé une pétition](#) appelant au boycott de l'Eurovision. En outre, le groupe britannique The Tuts a [refusé l'invitation](#) de participer à l'Eurovision au Royaume Uni.

Haneen Maikay, directrice d'alQaws pour la diversité sexuelle et de genre dans la société palestinienne, a commenté :

Nous, queers palestiniens, sommes rassurés de voir que de plus en plus de communautés LGBTQIA prennent position contre la stratégie de *pinkwashing* d'Israël, et cela dans une démonstration de réelle solidarité.

Les communautés LGBTQIA refusent que le mouvement de libération queer et trans soit utilisé par le régime d'oppression israélien comme écran de fumée progressiste pour dissimuler l'oppression brutale des Palestiniens. Elles déclarent : 'Nos droits sont indissociables des droits de toutes les communautés opprimées.'

Rejoindre et promouvoir l'appel au boycott de l'Eurovision 2019 en Israël et de la Pride de Tel Aviv aide à dévoiler la récupération par le gouvernement israélien des droits queers comme outil de propagande pour cacher ses crimes contre les Palestiniens. Cela porte un coup à sa stratégie honteuse de *pinkwashing* afin de maintenir son régime d'apartheid et ses décennies de colonisation et d'occupation de la Palestine.

Pour voir la liste complète des signataires, rendez-vous sur

[le site internet de Pinkwatching Israel.](#)

Pour ajouter la signature d'une organisation LGBTQIA, merci de remplir ce [formulaire](#).

La [Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël](#) (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité palestiniennes. PACBI plaide pour le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur

Le mouvement BDS rend hommage à Angela Davis

DÉCLARATION DU PACBI

10 Janvier 2019

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI), qui est un membre fondateur du mouvement BDS pour les droits des Palestiniens rend hommage à Angela Davis pour la lutte qu'elle a menée toute sa vie pour la justice et exprime sa totale solidarité avec elle.

L'inversion de la décision de l'Institut de Birmingham pour les Droits Civils (BRCI) de décerner un prix pour la défense des droits humains au professeur Davis est dû à son « soutien de longue date pour la Palestine » comme elle l'a dit. C'est manquer une occasion d'honorer une icône qui incarne sans cesse, depuis des dizaines d'années, les valeurs que la récompense entend reconnaître.

Notre profonde déception de la décision du BRCI est tempérée non seulement par l'énorme déferlement de soutien reçu par

Davis, mais aussi par sa décision d'assister, à la place, à un événement alternatif qui mettra l'accent sur le lien organique existant entre la lutte pour la justice aux niveaux local et mondial.

Il est de plus en plus clair que le lobby israélien, y compris son aile fanatique des Chrétiens sionistes, alimente un nouveau McCarthyisme aux États Unis et ailleurs, faisant de la loyauté au régime israélien d'extrême droite un critère déterminant. La suppression de la liberté d'expression et le travail de sape contre la solidarité intersectionnelle sont les éléments clef de cette répression accrue.

Continuer à défendre « l'indivisibilité de la justice », comme Davis l'a fait depuis si longtemps, doit être notre réponse à la brutalité de l'injustice. Aussi appelons nous le BRCI à ne pas se soumettre aux pressions du lobby israélien et à maintenir ses valeurs en tant qu'institution luttant pour les droits humains en honorant Angela Davis comme elle était censée l'être.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction SF pour BDS France

#BoycottEurovision2019 en Israël – Les débuts de campagne à Clermont-Fd

Le PACBI (*Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel*) nous invite à faire pression sur les

radiotélévisions, en particulier FR2, et les chanteurs et interprètes français afin qu'ils retirent leur participation au concours de l'Eurovision 2019 qui doit se tenir en Israël, Etat d'apartheid qui viole le droit international et les droits humains. L'Eurovision en Israël contredirait en outre la Charte éthique de France Télévision (décembre 2017, pp. 22-23).

Afin de participer à cette action citoyenne, nous proposons à nos amis et à nos contacts ([voir tract en PJ](#)) d'être pris en photo sous un grand **décor auvergnat « passe-tête pour photos »** appelant à ce Boycott et d'accepter que le montage soit diffusé sur [l'album photo de notre page FB](#) puis de partager cette photo sur leur propre profil Facebook ou réseau social.



Ce décor auvergnat « passe-tête pour photos » a été inauguré avec succès [le 30 novembre au cinéma le RIO](#) lors du film « Mélancolie ouvrière » de **Gérard Mordillat**, qui a participé aux photos, et pleinement soutenu notre action lors du débat après le film, lui qui a signé l'appel des 140 artistes européens au boycott de l'Eurovision 2019 en Israël .



Cette action fut suivie par **quatre rencontres de 15 militant-e-s AFPS et BDSF avec des citoyens clermontois-es du 13 au 16 décembre** : devant l'entrée de la galerie commerciale Jaude en centre ville, sur le marché aux puces des Salins, devant le supermarché Auchan des quartiers nord, ainsi que devant la fac de lettres. Nous avons distribué **2.000 [tracts qui expliquent la campagne et la pétition internationale à signer](#)**. Nous avons reçu de nombreux remerciements et encouragements, parfois très appuyés. Tous ne souhaitent pas voir leur photo sur les réseaux sociaux, mais plus de 70 personnes ont souhaité le faire. De nombreux jeunes (et moins jeunes) ont fait leurs propres selfies, sachant que nous ne photographions pas les mineurs.



Nous complétons par ailleurs notre **album photo** par des **photos de citoyen-ne-s tenant une pancarte #BoycottEurovision2019** (cf. image ci-dessous, à imprimer). Des militants AFPS 63 et du collectif BDS63, des militants rencontrés aux 20 ans d'ATTAC 63, y ont contribué. Nous arrivons à **160 personnes (dont un maire et deux conseillers municipaux)** pour l'instant... ce n'est qu'un début...

Pour rejoindre notre album Facebook, imprimez la pancarte ci-jointe, prenez vous en photo et envoyez nous la ! Vous pouvez aussi créer votre propre album...

EUROVISION ISRAËL 2019
JE BOYCOTTE!

BDS

PACBI: « Aimez Bollywood, détestez l'apartheid ! »

12 novembre 2018 / par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI)

Le gouvernement israélien veut utiliser les stars de Bollywood pour blanchir son oppression contre les Palestiniens. Joignez vous à nous pour les exhorter à refuser de participer.

N'allez pas en Israël tant que les Palestiniens ne sont pas libres !

Quatre célèbres acteurs de Bollywood doivent aller jouer dans l'Israël d'apartheid. L'événement a déjà été remis une fois. Voici une chance de le faire complètement annuler.

L'année dernière, lors d'un voyage de propagande à Mumbai, Michael Oren, dans sa qualité de haut représentant du gouvernement d'extrême droite israélien, a exhorté les producteurs de Bollywood à investir en Israël. Il a admis que le but de sa visite était de « combattre BDS ».

Plus tôt cette année, alors qu'il était lui-même à Mumbai, le

premier ministre israélien Netanyahu a dit : « Nous voulons Bolliwood en Israël. »

L'industrie cinématographique de Bolliwood multimilliardaire en dollars est a plus importante du monde.

Les offres d'Israël ont pour but d'exploiter l'énorme public de Bolliwood et le profil médiatique de ses stars pour détourner l'attention et blanchir par l'art les crimes de guerre et les violations des droits fondamentaux des Palestiniens par Israël. Ceci se passe alors que les ventes d'armes à l'Inde ont atteint de nouveaux sommets.

Rien que cette année, des personnalités hollywoodiennes comme Mark Buffalo, Viggo Mortensen, Danny Glover et John Cusack se sont élevées en faveur d'artistes qui ont respecté l'appel des Palestiniens au boycott culturel d'Israël, contre les manœuvres brutales d'Israël et les institutions complices.

Envoyons aux acteurs de Bollywood le message disant que la solidarité avec les Palestiniens est un intérêt universel.

Utilisez les liens ci-dessous pour aller voir sur les réseaux sociaux les pages des quatre stars de Bollywood engagées par Israël. Vous pourrez laisser des commentaires sur leurs pages, ou créer la vôtre, et taguer les acteurs.

Suggestion de post

Ne blanchissez pas les crimes d'Israël contre les Palestiniens ! Retirez vous de l'événement 'Bollywood 4 Ever Israel'

#LoveBollywoodHateApartheid

https://youtu.be/fq6_HN3Eu4Y

Kareena Kapoor

[Twitter](#)

[Facebook](#)

[Instagram](#)

Shilpa Shetty

[Twitter](#)

[Facebook](#)

[Instagram](#)

Akshay Kumar

[Twitter](#)

[Facebook](#)

[Instagram](#)

Madhuri Dixit

[Twitter](#)

[Facebook](#)

[Instagram](#)

Source: [PACBI](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

**Netta Barzilai, Ambassadrice
culturelle du régime**

israélien d'occupation et d'apartheid

30 octobre 2018 – Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI)

En tant que gagnante de l'Eurovision pour Israël, Barzilai représente l'État et participe aux efforts du gouvernement israélien pour créer une nouvelle image qui perpétue une fausse impression de normalité, tout en blanchissant ses violations des droits humains des Palestiniens et du droit international

Israël utilise ouvertement la culture comme forme de propagande pour blanchir, justifier ou détourner l'attention de son régime d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid vis-à-vis du peuple palestinien.

L'appel du PACBI pour un boycott culturel d'Israël est strictement institutionnel, c'est à dire qu'il cible les institutions israéliennes pour leur complicité dans l'oppression des Palestiniens par Israël. Ancré dans les préceptes du droit international et des droits humains universels, le mouvement BDS, dont le PACBI, rejette par principe le boycott d'individus fondé sur leur identité (comme la citoyenneté, la race, le genre ou la religion) ou leur opinion.

Pour autant, si un individu représente l'État d'Israël ou une institution israélienne complice, ou bien s'il est missionné/recruté pour participer aux efforts d'Israël pour se créer une nouvelle image, alors ses activités sont sujettes au boycott institutionnel appelé par le mouvement BDS. Les ambassadeurs culturels ne sont pas de simples individus ; ils sont des représentants officiels du régime israélien d'occupation et d'apartheid.

Comme gagnante de l'Eurovision pour Israël, Netta Barzilai est une représentante d'Israël et une ambassadrice culturelle de son régime d'occupation et d'apartheid. Elle a clairement été recrutée pour participer aux efforts d'Israël pour se créer une nouvelle image. Ces deux aspects rendent ses apparitions boycottables, étant donné qu'elles font partie des efforts d'Israël pour perpétuer une fausse impression de normalité, de blanchiment de ses violations des droits humains des Palestiniens et du droit international.

Le 14 mai, le jour où Israël a massacré 62 Palestiniens à Gaza, dont six enfants, Netta Barzilai a donné un concert festif à Tel Aviv, accueilli par le maire et elle a dit : « Nous avons une raison d'être heureux ».

Benjamin Netanyahu, le premier ministre d'Israël a appelé Barzilai « la meilleure ambassadrice d'Israël », soulignant le programme de blanchiment par l'art de son gouvernement d'extrême droite.

Dans une interview datant de juillet 2016 pour Associated Press, Barzilai a dit « Israël est fantastique. Nous avons des gens fantastiques ». Elle a ajouté : « Nous sommes très chaleureux et vibrants et nous avons de bonnes valeurs (mais) de tellement mauvaises relations avec le monde ».

Les institutions du gouvernement israélien font régulièrement la promotion des spectacles de Barzilai. Le consulat d'Israël aux États Unis a fait la promotion d'un spectacle en Caroline du Nord et l'ambassade d'Israël en Autriche, à Vienne.

Barzilai participe aussi au programme de pinkwashing du gouvernement israélien, l'utilisation cynique des droits des LGBT pour masquer son déni continu des droits humains des Palestiniens. Elle s'est produite dans la Tel Aviv Pride soutenue par le gouvernement et à des événements de ce type dans toute l'Europe, notamment à Cologne avec l'ambassade d'Israël comme sponsor. Dans le cadre d'une tournée européenne

en novembre 2018, elle se produira à Paris dans un événement organisé par Eliad Cohen de Papa Party et Arisa, qui font partie de la propagande et du pinkwashing d'Israël.

En septembre 2018, Barzilaï s'est produite dans un événement organisé par le Keren Hayesod- Appel unifié d'Israël, une quasi institution israélienne.

En août 2018, Barzilaï s'est produite à la fête d'anniversaire de Sheldon Adelson, le milliardaire américain anti palestinien, soutien fanatique du gouvernement d'extrême droite israélien. C'est un des plus gros donateurs aux organisations anti palestiniennes des États Unis et un de principaux financeurs des colonies israéliennes.

Avant de remporter l'Eurovision, Barzilaï s'est produite à la cérémonie d'ouverture de la célébration du 70^{ème} anniversaire d'Israël avec illumination de flambeau, tandis que pour les Palestiniens c'étaient les 70 ans de dépossession et de déplacement depuis la Nakba.

Source: [PACBI](#)

Traduction SF pour BDS France

Les Palestiniens appellent au boycott du Festival de la musique Meteor en Israël

3 août 2018 – Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

Les Palestiniens exhortent les artistes participants à se

retirer du festival pour montrer de façon significative qu'ils contribuent à notre lutte pour la liberté, la justice et l'égalité.

Nous, organisations culturelles, municipalités et campagnes palestiniennes pour les droits de l'homme, appelons au boycott du Festival Meteor en Israël, prévu du 6 au 8 septembre 2018. Nous demandons instamment aux artistes participants de respecter la résistance non violente des Palestiniens et à se retirer de ce festival complice, comme une contribution, forte de signification, à notre lutte pour la liberté, la justice et l'égalité.

Naranja, les organisateurs israéliens du Festival Meteor, fait venir des artistes internationaux en Israël pour servir plus tard d'ambassadeurs pour le pays. En 2009, quelques mois seulement après qu'Israël a tué plus de 1400 Palestiniens à Gaza, Naranja oeuvrait à « *l'amélioration de l'image d'Israël en Scandinavie* ». Naranja disait vouloir que le Festival Meteor crée une « *réalité alternative* ». Mais la réalité pour les Palestiniens, c'est 70 années de régime d'occupation, de colonisation et d'apartheid.

Pas plus tard que la semaine dernière, Israël s'est déclaré effectivement comme un État d'apartheid en adoptant la « *loi de l'État-nation juif* », une loi qui dénie constitutionnellement à tout citoyen palestinien des droits égaux et qui légalise leur exclusion.

Le Festival Meteor recommande d'aménager dans les colonies israéliennes illégales, construites en violation du droit international sur le plateau du Golan syrien. Ces colonies israéliennes illégales de plus en plus importantes volent la terre et les ressources des millions de Palestiniens qui vivent sous l'occupation militaire. Les bulldozers d'Israël démolissent les maisons et les villages des Palestiniens, laissant des familles et des communautés entières de réfugiés sans abri, dans notre propre pays.

Depuis 2004, les artistes et organisations culturelles palestiniens exhortent leurs collègues internationaux à ne pas se produire en Israël aussi longtemps que cet État continuera de violer les droits de l'homme des Palestiniens en toute impunité. Les artistes ont joué un rôle important dans l'isolement de l'Afrique du Sud de l'apartheid en refusant de jouer à Sun City. Aujourd'hui, des milliers d'artistes à travers le monde soutiennent l'appel palestinien au boycott ou respectent notre ligne de protestation, et notamment Lorde, Mme Lauryn Hill, Thurston Moore, Shakira, Wolf Alice, Chuck D, Portishead, Brian Eno et Young Fathers.

Le gouvernement israélien se sert des spectacles internationaux comme d'un accord qui serait donné à son régime d'oppression et de nettoyage ethnique et à ses violentes attaques contre la vie et la culture palestiniennes. Se produire dans un festival international de musique en Israël, c'est faire passer le message que les actions d'Israël ne sont pas si terribles après tout. Comme le *Washington Post* le notait plus tôt cette année, « À partir de maintenant, si ce n'était pas déjà le cas, le simple fait de prévoir une date de concert en Israël sera considéré comme un acte politique ».

Israël confine deux millions de Palestiniens dans Gaza sous un siège cruel depuis plus dix ans maintenant. Les Nations-Unies ont déclaré la bande de Gaza « invivable ». Alors que des dizaines de milliers de Palestiniens à Gaza manifestaient pacifiquement pour leurs droits garantis par les Nations-Unies dans une Marche, les tireurs d'élite israéliens ont pratiqué un « tirer pour tuer ou mutiler », et ils ont tué plus de 140 Palestiniens et en ont blessé 16 000 autres, dont beaucoup restent mutilés à vie. *Amnesty International* et *Human Rights Watch* font partie de ces organisations qui condamnent le massacre que commet Israël à Gaza.

Dans la région autour du site du festival se trouvent les ruines de dizaines de villes, parfois importantes, et de villages qui ont été détruits par la violence lors de

l'établissement d'Israël sur les décombres de la Palestine. Plus de 500 centres de population palestiniens ont été méthodiquement détruits de cette façon durant la Nakba (la « catastrophe »). De nombreuses communautés palestiniennes en Israël se voient refuser les services de base, comme l'électricité, l'eau, les écoles et les routes, et souffrent sous un système de discrimination raciale qui s'appuie sur plus de 60 lois racistes.

Contre cette oppression et cette dépossession, comme tous les peuples opprimés, nous résistons. Une part importante de notre résistance passe par la culture, la musique, la poésie, la littérature, le cinéma, la danse et le théâtre. Israël répond en mettant en détention et en arrêtant les artistes palestiniens aux check-points, en montant des raids sur les festivals, en fermant les cinémas palestiniens, et en interdisant les événements culturels des Palestiniens.

Nous demandons aux artistes prévus au spectacle de Meteor : simplement, ne faites pas de mal ; respectez la ligne de protestation non violente des Palestiniens, et ne prêtez par votre nom au blanchiment par l'art des crimes que commet Israël contre nous. Prenez position en faveur de la liberté, de la justice et de l'égalité. Annulez votre participation au Festival Meteor.

Ont signé :

la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

la municipalité de Ramallah

le groupe Sareyyet de Ramallah

le Centre culturel Yabous

Le Réseau palestinien des arts du spectacle

le Théâtre national palestinien Al Hakawati

la Société culturelle et des arts Alrowwad

la Société KHOTWA pour le développement communautaire

le Centre Baladi pour la culture et les arts

le Centre culturel Khalil Sakakini

le Réseau des arts de Jérusalem « SHAFaq » qui comprend :

- la Fondation Al-Ma'mal pour l'art contemporain
- le Conservatoire national de la musique Edward Saïd
- la Cour de l'art palestinien Al Hoash
- le Théâtre national palestinien
- le Centre culturel Yabous

le Réseau palestinien des arts du spectacle (PPAN) qui comprend :

- le Théâtre de la Liberté
- les Productions du théâtre au quotidien
- le Théâtre Ashtar
- le Théâtre Yes
- le Conservatoire national de la musique Edward Saïd
- l'Association Al-Kamandjati
- l'Institut Magnificat
- le Centre de l'art populaire
- la Troupe de danse populaire palestinienne El Funoun
- l'École de cirque palestinienne

Nawa pour l'Association de la culture et des arts

l'Association Ohour pour la culture et le développement

le Centre de l'art populaire Naqsh

le Centre de l'art Oushaq

la Troupe de danse Asayel

le Centre culturel d'Ibda'a

Ayyam Al Masrah

Source: [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Les Palestiniens exhortent l'Association irlandaise de football à annuler le match « amical » avec l'Israël de l'apartheid

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël/Irlande(PACBI) – 27 juillet 2018

Organiser un match amical avec Israël, c'est envoyer le message que briser les rêves des footballeurs palestiniens n'est pas important. Les Palestiniens exhortent l'Association irlandaise de football à prendre position en faveur de la justice et à annuler son match amical avec Israël.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et

culturel d'Israël appelle l'Association irlandaise de football à annuler son match « amical » entre l'Irlande du Nord et Israël, prévu le 11 septembre 2018.

Israël utilise les événements sportifs internationaux pour soutenir son image défaillante alors qu'il se trouve de plus en plus isolé en raison de son mépris flagrant des droits des Palestiniens.

Le 30 mars 2018, les tireurs d'élite israéliens ont tiré sur le footballeur Muhammad Khalil Obeit, le blessant dans les deux genoux. Lui et des dizaines de milliers de Palestiniens à Gaza manifestaient pacifiquement contre le déni d'Israël de leur droit, consacré par les Nations-Unies, au retour dans leurs foyers, et contre son siège de plus en plus dur contre Gaza. Ce siège à lui seul empêche les athlètes palestiniens de recevoir les soins indispensables pour leurs blessures avec, comme conséquences, des amputations et des handicaps à vie.

En 100 jours, Israël a tué plus de 130 manifestants palestiniens à Gaza, et en a blessé plus de 14 000, beaucoup étant maintenant handicapés à vie. Gaza a une équipe de football, nouvelle formée, composée uniquement de joueurs amputés. Près de 90 % de ses joueurs ont perdu au moins un membre à cause des violentes attaques militaires d'Israël sur la population civile.

La Fédération israélienne de football comprend six équipes qui sont basées dans des colonies de peuplement illégales et qui privent les Palestiniens de leurs ressources et poussent les familles palestiniennes hors de leurs terres. Israël démolit les maisons et des communautés entières palestiniennes pour faire la place à ces colonies racialement exclusives sur des terres volées.

Les familles palestiniennes sont séparées de leurs terres et les unes des autres par le mur d'apartheid d'Israël. Des check-points militaires et les refus de permis pour voyager

empêchent les Palestiniens de voyager librement vers, depuis et à l'intérieur de notre pays d'origine, et notamment les athlètes de se déplacer pour les matchs de championnat.

Des soldats israéliens enlèvent des enfants palestiniens, en pleine nuit, lors de raids terrifiants. Israël retient en détention actuellement près de 300 enfants palestiniens dans des prisons où la torture a été amplement documentée.

Et ce n'est là qu'un petit échantillon d'une oppression violente de 70 années contre les Palestiniens. C'est cela qu'Israël espère tenir à l'écart.

Organiser un match amical avec Israël, c'est envoyer le message que le massacre aveugle des Palestiniens par Israël est acceptable ; que briser systématiquement les rêves de jeunes footballeurs palestiniens qui promettent n'est pas important. Pire même, cela donne à Israël le feu vert pour poursuivre ses crimes, *en toute impunité*.

La société civile palestinienne a appelé à ne pas faire comme si de rien n'était avec Israël, aussi longtemps qu'il dénie les droits de l'homme des Palestiniens. L'Association irlandaise de football a le pouvoir d'annuler ce match amical, contrairement aux matchs officiels sous l'égide de la FIFA, et de se placer du bon côté de l'histoire.

Le mois dernier, l'équipe nationale d'Argentine a annulé le match amical avec Israël. L'attaquant Gonzalo Higuain, « El Pipita », a dit que « *la meilleure chose à faire, c'était ne pas aller en Israël* ». Plus de la moitié d'une délégation de joueurs de la NFL (Ligue nationale de football américain) s'est retirée d'un voyage parrainé par le gouvernement israélien en 2017.

Les boycotts sportifs ont joué un rôle important dans la remise en cause de l'apartheid sud-africain. Un nombre croissant de personnalités sportives reconnaissent aujourd'hui qu'Israël utilise les compétitions d'athlétisme pour laver,

par le sport, ses attaques contre les Palestiniens, et elles refusent d'y prendre part.

Nous exhortons l'Association irlandaise de football à prendre position en faveur de la justice et à annuler son match amical avec Israël.

Il n'y a rien d'amical dans l'oppression par Israël des Palestiniens. Jusqu'à ce que les Palestiniens puissent vivre dans la liberté, la justice et l'égalité, il n'y a pas de place pour les « matchs amicaux » avec l'apartheid israélien.

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël.

<https://bdsmovement.net/nothing-friendly>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Israël abandonne la « condition d'un accueil de l'Eurovision à Jérusalem », une première étape importante pour la campagne de boycott

27 juin 2018 – Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)

Cette décision marque un échec frappant dans les efforts de relations publiques d'Israël pour affirmer sa revendication illégale sur Jérusalem face aux appels grandissants au boycott.

Prêt à tout pourtant pour continuer à accueillir l'Eurovision malgré les appels grandissants au boycott, le gouvernement israélien a dû abandonner la condition que l'évènement devait avoir lieu à Jérusalem.

Ceci marque un échec frappant dans les efforts de relations publiques d'Israël pour affirmer sa revendication illégale sur la ville. Le mouvement BDS y voit une première étape importante dans la campagne pour le boycott de l'Eurovision 2019 s'il avait lieu en Israël, alors que cet État poursuit ses violations graves et depuis des décennies des droits de l'homme des Palestiniens.

Les Nations Unies et l'Union européenne considèrent Jérusalem-Est comme faisant partie du territoire palestinien occupé et ne reconnaissent la souveraineté d'Israël sur aucune partie de Jérusalem.

Le 7 juin, la ministre de la Culture israélienne, Miri Regev, insistait sur le fait que « *si (l'Eurovision) ne pouvait pas avoir lieu à Jérusalem, nous ne devrions pas l'accueillir* ». Trois jours plus tard, le gouvernement israélien la mettait à l'écart et abandonnait son exigence d'accueillir l'Eurovision à Jérusalem, préférant un processus d'appel d'offres ouvert. Aujourd'hui, Israël laisse entendre que ce serait mieux pour lui de miser sur Tel Aviv.

William Lee Adams, journaliste et fondateur de wiwibloggs, un blog Eurovision important, a déclaré à l'*Associated Press*, « *Il existe cette année une plus grande préoccupation que toutes les autres années dont je me souviens concernant la toile de fond politique entourant l'Eurovision. De nombreux admirateurs de l'Eurovision organisent leur année entière autour d'un*

voyage à l'Eurovision, et compte tenu de la nature de ce qui se passe, leur idéal a été terni ».

La campagne **#BoycottEurovision2019** continue d'aller de l'avant à travers l'Europe, avec le soutien de personnalités publiques et d'artistes de premier plan en Irlande, en Islande et ailleurs. Nous demandons aux membres de l'Union européenne de radio-télévision (EBU) d'écouter les exigences de ce mouvement grandissant de boycott et de déplacer le concours hors d'Israël.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte des Palestiniens pour la liberté, la justice et l'égalité. PACBI recommande le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur profonde et persistante complicité dans le déni par Israël des droits des Palestiniens tels que stipulés dans le droit international. Visitez PACBI sur : <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter [@PACBI](https://twitter.com/PACBI)

Source: [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Les Palestiniens répondent à Adidas : « Suivez vos propres conseils, mettez fin à votre parrainage des équipes de football israéliennes dans les colonies de peuplement illégales »

22 juin 2018 – Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturelle d'Israël/Allemagne (PACBI)

Dans une réponse d'Adidas, le géant allemand en articles de sport a prétendu qu'« il agit d'une manière politiquement neutre ». Or, en tant que sponsor de la Fédération d'Israël de football, qui comprend les clubs basés dans les colonies de peuplement illégales sur une terre palestinienne volée, Adidas est tout sauf « politiquement neutre ».

Adidas répondait ainsi à la lettre du 12 mars 2018 de plus de 130 clubs de football et associations de sport palestiniens qui demandent à Adidas d'abandonner son parrainage de la Fédération d'Israël de football (IFA), qui accueille les clubs basés dans les colonies d'Israël illégales.

Nous nous félicitons de l'engagement d'Adidas à « faire respecter les critères et les normes des droits de l'homme », et de son appel à la FIFA pour que celle-ci respecte les droits de l'homme et le droit international « sur la question des équipes des colonies israéliennes ».

Nous appelons Adidas à suivre ses propres conseils : respecter le droit international et les droits de l'homme des

Palestiniens en mettant fin à son parrainage de l'IFA tant que celle-ci accueille les clubs basés dans les colonies israéliennes illégales.

Ces colonies de peuplement israéliennes sont une violation des droits de l'homme des Palestiniens. Elles sont construites sur des terres palestiniennes volées, et elles réduisent la liberté de mouvement des Palestiniens, leur accès à l'eau, à leurs terres fertiles et moyens de subsistance.

En outre, selon la Quatrième Convention de Genève, les colonies de peuplement israéliennes constituent des crimes de guerre. Ce qui fait qu'Adidas se rend complice des graves violations israéliennes des droits de l'homme du fait de son parrainage de l'IFA.

Dans sa lettre, Adidas dit aussi : « *Adidas agit d'une manière politiquement neutre* ». Mais comme le déclarait autrefois le leader anti-apartheid d'Afrique du Sud, l'archevêque Desmond Tutu : « *Si tu es neutre en situation d'injustice, alors tu as choisi le côté de l'opresseur* ». Adidas ne se contente pas de vendre ses produits à la Fédération nationale de football d'un État impliqué dans une occupation illégale qui dure depuis des décennies et dans les graves violations des droits de l'homme qui en découlent. Adidas la *parraine*. Adidas, par conséquent, est tout sauf « *politiquement neutre* » dans ce cas.

Effectivement, Adidas n'a pas su mettre fin à son parrainage de la Fédération d'Israël de football quand les snipers israéliens ont tiré sur Mohammad Khalil Obeid, un footballeur de 23 ans, le touchant aux deux jambes, et sur Alaa Al-Daly, un cycliste de 21 ans, atteint dans sa jambe droite dont il a dû être amputé. Pour tous les deux, leur carrière professionnelle s'est achevée sous les balles israéliennes. Obeid a déclaré à Amnesty International, « *En tant que joueur (de football) palestinien, ma vie a été détruite... Je rêvais de jouer au football à l'étranger, et de lever le drapeau palestinien à l'étranger* ».

Se cramponnant à un espoir et tenant à nourrir leur passion pour ce jeu admirable, les Palestiniens amputés, ayant perdu des membres dans les attaques répétées d'Israël contre Gaza, ont formé récemment un club de football.

Adidas affirme qu'elle fonctionne conformément aux principes directeurs des Nations-Unies. Or, c'est sur la base de ces principes directeurs que le Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies a établi une base de données des entreprises qui se font les complices de l'occupation israélienne. Adidas prend ainsi le risque de se voir incluse dans cette base de données. Son parrainage n'en fera pas simplement la cible d'un boycott populaire, mais aussi de campagnes de désinvestissement institutionnel, y compris au niveau de l'État.

Sur son site internet, Adidas déclare que lorsqu'elle trouve « *des impacts négatifs potentiels ou réels* » sur les droits de l'homme, elle « *s'engage à réduire ou éliminer ces impacts* » et qu'elle le fait aussi pour « *remplir une obligation fondamentale en tant qu'entreprise responsable, c'est-à-dire, de ne causer aucun préjudice s'agissant de l'exercice et de l'épanouissement des droits de l'homme* ».

Adidas a mis fin à son parrainage de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme suite à des scandales de dopage et de corruption.

Nous demandons instamment à Adidas de « *ne causer aucun préjudice* » aux droits de l'homme des Palestiniens, et d'annuler son parrainage complice de la Fédération d'Israël de football.

Source: [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

